

Huchon veut délocaliser 80 emplois, mais embauche par dizaines des « fils d'archevêque » !

Dans un article récent, j'avais pointé du doigt l'attitude du prétendu socialiste, président de la Région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, qui avait affiché son intention, au nom de l'intérêt des contribuables franciliens, de délocaliser l'emploi de quatre-vingts salariés, préposés au standard de la STIF (Société des Transports d'Ile-de-France), présidée par « Gros Paulo » en personne

<http://ripostelaique.com/jean-paul-huchon-gave-de-subventions-ses-copains-mais-est-pret-a-delocaliser-80-emplois-au-maroc.html>

J'avais, dans cet article, démontré l'hypocrisie de celui qui, prétendant agir au nom des intérêts de ses administrés, gavait en fait de subventions nombre de ses amis, sans avoir le moindre souci de la gestion de la Région. Pire, comme tous les socialistes à la tête des Régions, qui ont multiplié, ces dernières années, des embauches davantage justifiées par le copinage que par l'intérêt général, Huchon se plaignait de l'absence de générosité du gouvernement Sarkozy pour justifier les exorbitantes augmentations d'impôts qu'il demandait aux contribuables.

Le Canard Enchaîné, qui, pour des raisons que j'ignore, paraît avoir dans le nez les dirigeants de la Région Ile-de-France, me montre, cette semaine, l'ampleur du cynisme des élus de cette région, et de son président.

J'y apprends en effet qu'une structure, appelée le « Comité Régional de Tourisme » (CRT) bénéficie de la modique somme de

26 millions d'euros par an de subventions de la Région. Dans un numéro précédent, on avait appris que cet organisme, avec comme alibi le développement du tourisme parisien à Londres, avait envoyé, aux Jeux Olympiques, durant quatre jours, des dizaines d'élus, tous frais payés, qui avaient profité, bien évidemment, des meilleurs restaurants. La crise et les sacrifices, ce n'est pas pour tout le monde !

Mais le but de cette structure gavée de subventions, outre le développement du tourisme, est éminemment social. Qualifiée de « *pompe à fric* » par un haut fonctionnaire francilien, elle a en effet la particularité, sur deux cents salariés (nombre qui a triplé depuis 2005), d'avoir 47% d'entre eux qui ont un lien proche avec des élus régionaux ou leur famille politique.

Homme consensuel s'il en est, Huchon a veillé à ce que toutes les familles politiques (sauf le FN) mangent à la gamelle. Ainsi, l'UMP et le Modem profitent-ils un peu des avantages du système. Mais ce sont, bien évidemment, les socialistes et les Verts qui raflent l'essentiel. On apprend ainsi que Laurine Sabban, fille de la vice-présidente groupie de DSK : Michèle Sabban, est responsable de la gestion du personnel. On apprend également que profitent de la générosité de la Région quelques élus de communes de gauche, une dirigeante du Mouvement des Jeunes Socialistes, et que le PGR et le MRC n'ont pas été oubliés.

Mais ce sont les Verts (ils ont, en 2010, vu un des leurs, Gérard Feltzer, prendre la présidence du CRT) qui paraissent se tailler la part du lion. Pourtant, le nouveau président, ancien pilote de ligne (donc gros pollueur) s'était fait étriller par le Contrôle général des Armées pour sa gestion catastrophique quand il était à la tête du musée de l'Air et de l'Espace du Bourget. Ce qui ne l'a manifestement pas empêché de poursuivre une brillante carrière...

On apprend ainsi, en continuant la lecture de l'article signé Hervé Lifffran et Dominique Simmonnot, que ledit Feltzer, à la

fibre sociale très prononcée, surtout pour les Verts, a embauché nombre de nouveaux salariés que le peuple, ingrat, avait recalé au suffrage universel. Jean-Vincent Placé, qui cumule, dans un parti qui milite contre le cumul des mandats, les fonctions de président du groupe Vert au Sénat, de conseiller régional et de membre du conseil d'administration du CRT (qui vit donc grâce aux subventions votées par le conseiller Placé et ses collègues) avoue lui-même avoir déjà recommandé des personnes. Ces « *fils d'archevêques* » touchent un salaire de 1.600 euros à 11.800 euros nets par mois.

Il paraîtrait que toute nouvelle embauche serait gelée, ce qui est la moindre des choses dans une structure qui a vu ses effectifs tripler en sept ans. On ne doute pas que parmi tous ces brillants salariés militent des vaillants défenseurs de la régularisation des clandestins, qui réclament par ailleurs davantage d'immigration dans notre pays, ce que Valls leur a promis. Quand on vit – et fort bien – grâce au copinage socialiste ou écolo, et qu'on peut placer ses enfants, amants ou maîtresse, pourquoi se préoccuper de l'emploi des salariés du privé, concurrencé par les arrivées d'immigrés en période de chômage de masse !

Les pauvres et les chômeurs n'ont qu'à adhérer au PS !

Pour cet exemple, combien d'autres, quand on se souvient du cas de l'élue socialiste de Marseille, Sylvie Andrieux, mise en examen pour 700 millions de subventions donnés à des associations bidons qui servaient à acheter le vote des quartiers nord de Marseille... qui ont réélu député l'inculpée. Que dire des pratiques mafieuses, dénoncées par le socialiste Dalongeville lui-même, ancien maire d'Hénin-Beaumont, du conseil régional du Nord Pas-de-Calais ?

Cela n'empêchera pas Hollande, Ayrault, Moscovici de continuer à pleurnicher, et de réclamer aux Français les 33 milliards d'euros nécessaires, selon Bruxelles, pour ne pas dépasser les 3 % de déficit en 2013.

Mais, pour faire des économies, bien évidemment, pas question de toucher aux prébendes des socialistes et des Verts, dans les Régions, mairies, conseils généraux et autres fromages de la République. Mieux vaut virer des salariés du privé !

Paul Le Poulpe